Habiter quelle terre ?

• Afrique

Les désordres du climat : inondations et sécheresses

L'Afrique de l'Ouest a été frappée par de graves inondations au début du mois de septembre.

« *Le bilan des inondations qui affectent depuis quelque temps certains pays d'Afrique de l'Ouest s'élève à soixante-dix morts environ, selon des sources humanitaires de l'Onu ; 400 000 sans-abri causés par les intempéries seraient par ailleurs exposés au risque de contracter des maladies dérivées d'un accès restreint à l'eau potable et de mauvaises conditions d'hygiène. De graves inondations se vérifient notamment à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, où ont été évacués près de 150 000 habitants et où sont enregistrées huit victimes. (...) Les dégâts subis par l'agriculture risquent pour leur part de compromettre gravement la production céréalière des pays affectés. La saison des pluies a également comporté de graves répercussions au Sénégal, au Ghana, au Mali, en Mauritanie, au Togo et en Côte d'Ivoire* » (site allafrica.com, septembre 2009)

Face à cette catastrophe, les gouvernements mettent des programmes en place, mais la population, elle aussi, s'organise.

« *Cette année encore, comme toutes les autres à cette période, nous sommes*

envahis par les flots. Nos maisons ont été inondées et nos enfants jouent et vivent dans la boue. Il y a cinq ans, je me suis dit que tout cela devait finir' : c'est ainsi qu'a pris forme le projet de Mae Omar, fondatrice et présidente de la coopérative de femmes sise à Guinaw-Rail, à vingt kilomètres environ au sud de la capitale Dakar, et qui rassemble actuellement 800 associées. 'Nous nous aidons les unes les autres pour acheter des terrains éloignés de la périphérie de la capitale, où la terre est friable et argileuse', raconte-t-elle, précisant que 'l'idée part du fait qu'aucune d'entre nous n'a la possibilité de demander toute seule un prêt à la banque : les intérêts sont trop élevés et les garanties impossibles à fournir. Alors nous avons créé des groupes de dix ou quinze personnes, qui versent chaque mois ce qu'elles peuvent, et dès que la somme prend une certaine ampleur, nous la déposons à la banque et nous entamons les démarches nécessaires pour un emprunt'. Les sommes versées par chaque associée sont scrupuleusement inscrites sur un fichier, avec la date et le montant que l'intéressée s'engage à donner chaque mois. 'Grâce à ce système, nous avons déjà acheté des terrains pour 96 de nos membres, à une vingtaine de kilomètres d'ici, à Kounoun', poursuit Mme Omar, 'et nous espérons pouvoir obtenir bientôt les papiers nécessaires pour certifier l'opération et nous permettre d'y construire nos maisons'. » (Le Pays, 07/09/2009)

REVUE DE PRESSE

62

Habiter quelle terre ?

• Europe

La pauvreté à travers les conditions de vie

Les disparités sont grandes en Europe entre les pays occidentaux et ceux d'Europe centrale et orientale qui ont rejoint l'Union européenne plus récemment. Chez ces derniers, les conditions de logement sont particulièrement plus difficiles. Ainsi, 37 % des Polonais vivent dans des habitats détériorés qui laissent passer l'eau, l'humidité, soit le double de la moyenne européenne.

Mais dans les pays les plus riches aussi, les privations demeurent nombreuses. La population française connaît moins de privations que la moyenne des Européens grâce à un niveau de richesse supérieur. Il n'empêche que 30 % n'ont pas les moyens de partir une semaine en vacances par an, et 6 % ne peuvent pas s'offrir un repas comprenant une viande, du poulet ou du poisson un jour sur deux.

Ces types d'indicateurs sont complémentaires des taux de pauvreté qui sont souvent comparés entre les pays. Ils présentent l'avantage de décrire concrètement les privations d'une partie des populations. Cependant, il faut demeurer prudent en matière de comparaisons. Le caractère déclaratif et subjectif de ces enquêtes reflète en grande partie des différences culturelles. (Source AFP, 08/10/09, Eurostat, enquête SILC)

Rentrés au pays où ils ne sont pas nés

Des milliers de jeunes Roms, qui sont nés ou ont grandi en Europe de l'Ouest, sont expulsés vers la Serbie à la suite des accords de « réadmission » conclus avec l'UE. Mais l'intégration est souvent difficile pour ces jeunes qui ne connaissent ni la langue, ni les codes culturels d'un pays qui n'a jamais été le leur. Et la Serbie manque de moyens pour favoriser l'assimilation de ces nouveaux arrivants.

Dans un café de Bujanovac, une petite ville frappée par la pauvreté située dans le sud de la Serbie, tout près de la frontière du Kosovo, un groupe de jeunes Roms bavardent en allemand.

Tous sont nés ou bien ont vécu plusieurs années en Allemagne. Leurs familles ont émigré dans ce pays durant les années 1990, puis sont revenues en Serbie. Certaines sont revenues de leur propre gré, d'autres y ont été obligées. (...)

Enis a fait son école primaire à Wuppertal, mais a laissé tomber ses études à son retour en Serbie – à l'instar de la plupart des enfants des migrants qui sont rentrés –. « *Je ne savais même pas parler la langue et j'avais peur de tout* », se rappelle-t-il. (...) Enis affirme que personne dans sa famille n'a de travail stable, mais ils refusent tous de mendier pour du travail. « *Je ne suis plus triste aujourd'hui, mais je ne suis vraiment heureux que lorsque je pense à l'Allemagne. Parfois, je rêve en allemand. Je rêve d'y retourner* ».

Des milliers de jeunes Roms rentrés en Serbie – ou qui y sont retournés malgré eux – n'hésitent pas à tenir les mêmes propos. Ceux qui ont laissé derrière eux les bonnes écoles allemandes et des appartements confortables, se souvenant à peine de la langue de leur pays d'origine, vivent désormais dans l'isolement et parfois sans espoir. Pour quelques-uns, les activités criminelles constituent la seule porte de sortie. Pire, pour d'autres encore, cela se termine par un suicide.

Bien que le gouvernement mette en avant des stratégies visant à venir en aide à ces personnes et que plusieurs ONG gèrent des projets d'intégration à court terme, il n'y a pas suffisamment de ressources financières pour soutenir des programmes de réhabilitation à long terme. (Birn, 22/10/09, web Courrier des Balkans 27/10/09)